

Loi (10506)

modifiant la loi sur la procédure administrative (E 5 10) (*Communication électronique*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985, est modifiée comme suit :

Art. 18A Communication électronique (nouveau)

¹ La communication électronique entre les parties, les tiers et les autorités est admise.

² Elle respecte les principes suivants :

- a) la sécurité des communications;
- b) la coordination avec les normes édictées par la Confédération;
- c) la protection de la bonne foi.

³ L'autorité ne peut imposer la communication électronique aux parties ou aux tiers. Une partie peut renoncer en tout temps à la communication électronique.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe, par voie réglementaire :

- a) les domaines dans lesquels la communication électronique est admise;
- b) le format de la communication électronique, qui peut être soumise à des exigences différentes selon les domaines;
- c) les modalités d'obtention de l'accord des parties ou des tiers pour adopter la communication électronique.

⁵ Lorsque les parties et l'autorité utilisent la communication électronique, les exigences de la forme écrite et de la signature manuscrite posées par le droit cantonal ne s'appliquent pas.

⁶ La communication électronique ne s'applique pas à la procédure de recours (articles 57 à 89), ni à la procédure devant le Tribunal cantonal des assurances sociales (articles 89A à 89I).

Art. 46, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)

¹ Les décisions doivent être désignées comme telles, motivées et signées, et indiquer les voies et délais de recours. En cas de communication électronique au sens de l'article 18A, une signature manuscrite n'est pas exigée.

² Les décisions sont notifiées aux parties, le cas échéant à leur domicile élu auprès de leur mandataire, par écrit. Elles peuvent être notifiées par voie électronique aux parties qui ont expressément accepté cette forme de communication. Le Conseil d'Etat règle les modalités de la notification électronique par voie réglementaire.

Art. 86, al. 1 (nouvelle teneur)

¹ La juridiction invite le recourant à faire une avance ou à fournir des sûretés destinées à couvrir les frais de procédure et les émoluments présumables. Elle fixe à cet effet un délai suffisant.

Art. 2 Modifications à une autre loi

La loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers, du 16 juin 1988 (F 2 10), est modifiée comme suit :

Art. 3, al. 3 (abrogé)**Art. 3 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.